



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

## ARRÊTE

N° 2014-DLP/BUPE-355

du 1<sup>er</sup> DEC 2014

mettant en demeure la Régie HAGANIS (usine de valorisation énergétique de Metz) de respecter les dispositions de l'article IV.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté n° DCTAJ-2014 A-12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 autorisant le SIVOM de l'agglomération messine à exploiter un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant en date du 27 mars 2002, au profit d'HAGANIS, régie du syndicat mixte de l'agglomération messine ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-221 du 25 mai 2004, autorisant la régie HAGANIS à poursuivre l'exploitation d'un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ et modifiant l'arrêté n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-AG/2-194 du 16 mai 2006, autorisant la régie HAGANIS à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de déchets ménagers et assimilés de METZ et à y recevoir des mâchefers bruts issus d'installations classées externes ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-301 du 05 août 2011 autorisant la Société HAGANIS à poursuivre l'exploitation de ses installations sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-480 du 19 décembre 2011 imposant à la Société HAGANIS à METZ des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 ;

VU les résultats en dioxines et furannes des mesures ponctuelles à l'émission effectuées sur la ligne n° 2 du 08 au 10 septembre 2014 et le 28 octobre 2014 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 25 novembre 2014 ;

Considérant que la valeur limite d'émission dans l'air pour les dioxines et furannes est fixée à 0,1 ng/Nm<sup>3</sup> à l'article IV.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié ;

Considérant le dépassement fréquent au cours de ces derniers mois de la valeur de référence mis en évidence par l'analyseur en semi-continu des dioxines et furannes ;

Considérant que les dépassements observés en dioxines et furannes lors des mesures ponctuelles à l'émission réalisées du 08 au 10 septembre 2014 et le 28 octobre 2014 par le LECES sur les rejets de la ligne n° 2 constituent un manquement aux dispositions de l'article IV.5 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que le non-respect de cette prescription est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La régie HAGANIS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article IV.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié :

« Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que les valeurs limites fixées ci-dessous, exprimées sur gaz secs pour 11 % d'O<sub>2</sub>, ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

Paramètre	Valeur
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>

Leur concentration est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux ;

La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article IV.5.2 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec. »

### Article 2 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

**Article 3 :**

En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Metz, est implantée la société.

METZ, le 1<sup>er</sup> DEC. 2014

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Alain CARTON

